BRIS DES ÉQUIPEMENTS ÉLITE – PERTES D'EXPLOITATION – PERTE RÉELLE SUBIE

Le présent avenant modifie le contrat. Lisez-le attentivement.

Les termes indiqués en gras ont un sens particulier. Ils sont définis au présent avenant ou dans le formulaire auquel le présent avenant est joint.

Les titres des articles ou des paragraphes énumérés ci-dessous ne doivent pas être considérés aux fins d'interprétation du présent avenant; ils n'ont été insérés que pour faciliter sa lecture.

Le présent avenant est joint au formulaire Bris des équipements Élite et est assujéti à toutes les conditions, limitations et exclusions prévues de ce formulaire.

NATURE ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

1. GARANTIE

Le présent avenant offre une assurance sur les pertes découlant directement d'une interruption nécessaire des activités provoquée par un **accident** atteignant un **objet**, sous réserve des conditions suivantes :

- 1.1. l'interruption doit être provoquée uniquement par un **accident** subi par un **objet** assuré en vertu de la présente garantie et se trouvant sur les lieux;
- 1.2. la perte doit découler de dommages matériels directs aux **biens assurés**;
- 1.3. l'**accident** doit survenir pendant que le présent avenant est en vigueur.

2. PORTÉE DE LA GARANTIE

L'**assureur** convient, en ce qui concerne les affaires sur les lieux, d'indemniser l'**assuré** pour :

- 2.1. les **pertes réelles subies** en raison d'un empêchement complet ou partiel des activités;
- 2.2. les frais raisonnables et nécessaires engagés par l'**assuré** afin de réduire ou d'éviter l'interruption des activités, mais uniquement dans la mesure où le montant total qui aurait été payé au titre de la garantie 2.1. ci-dessus se trouve ainsi réduit;

à condition que l'interruption des activités soit provoqué du seul fait d'un **accident** subi par un **objet** pendant que le présent avenant est en vigueur, sous réserve du **montant de garantie**.

EXCLUSIONS

Sont exclues du paiement des pertes du fait de toute interruption ou réduction d'activités :

1. pour toute période de temps au cours de laquelle la poursuite des activités n'aurait pas été ou n'aurait pu être effectuée si l'**accident** n'était pas survenu;
 2. découlant des conséquences du défaut de l'**assuré** de prendre toutes les mesures raisonnables voulues pour la reprise des activités dans les meilleurs délais à la suite d'un **accident**;
 3. liée aux amendes ou aux dommages-intérêts pour bris de contrat ou de commande ou pour retard dans l'exécution de commandes, ou toutes pénalités, de quelque nature qu'elles soient;
 4. causée par la suspension, la résiliation ou l'annulation de tout bail, permis, licence ou commande suivant la période d'indemnisation.
- En ce qui concerne le présent avenant uniquement, les **EXCLUSIONS 12., 13. et 14.** sont entièrement supprimées du formulaire Bris des équipements Élite.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. MONTANT DE GARANTIE

La garantie totale accordée par le présent avenant pour la perte découlant d'un **seul et même accident** ne saurait dépasser le **montant de garantie** stipulé aux Conditions particulières pour le présent avenant. Si plus d'un **assuré** est désigné au contrat, l'**assureur** ne saurait être tenu de payer en vertu du présent avenant une somme supérieure à celle qu'il aurait versée si un seul **assuré** avait été désigné au contrat.

L'expiration du contrat n'a aucun effet sur la responsabilité de l'**assureur** en vertu du présent avenant.

2. ENTRÉE EN JEU DE LA GARANTIE

- 2.1. La responsabilité de l'**assureur** en vertu du présent avenant entre en jeu :
 - 2.1.1. au moment de l'**accident**;
 - 2.1.2. vingt-quatre (24) heures avant la réception par l'**assureur** de l'avis de l'**accident**;selon la dernière de ces éventualités.
- 2.2. Si l'heure en vigueur à l'adresse à laquelle un avis est envoyé diffère de l'heure en vigueur du lieu auquel s'est produit l'**accident**, l'heure de réception de l'avis, pour la détermination de l'entrée en jeu de la garantie, sera celle en vigueur à l'endroit où l'**accident** s'est produit.

3. FRANCHISES

Nonobstant la franchise applicable au formulaire Bris des équipements Élite, la responsabilité de l'assureur couvre toute perte d'exploitation causée par un accident atteignant un objet après la période d'attente, ou supérieure à tout montant de la valeur moyenne quotidienne ou autre franchise stipulée aux Conditions particulières.

4. DIMINUTION DES DOMMAGES

- 4.1. Dès que possible à la suite d'un accident, l'assuré doit reprendre ou poursuivre ses activités, en totalité ou en partie, et prendre toutes les mesures disponibles pour réduire le montant par ailleurs payable en vertu du présent avenant, notamment par l'utilisation de machines en surplus, de pièces, de l'équipement, du matériel ou des fournitures de rechange, et de stocks en surplus ou en réserve, ou d'autres lieux ou installations dont l'assuré est propriétaire, en a le contrôle ou l'usage. L'assureur peut prendre toutes les mesures qui, à son avis, réduiront ou éviteront l'interruption des activités sur les lieux;
- 4.2. si, après l'accident, les activités de l'assuré peuvent reprendre être reprises à un emplacement non assuré soit par l'assuré ou par des tiers pour son compte, l'assureur en tiendra compte dans le calcul du montant des pertes.

5. RÈGLE PROPORTIONNELLE

En ce qui concerne un sinistre découlant d'un seul et même accident, l'assureur n'est responsable au titre de la présente garantie que du montant de garantie obtenu en appliquant le pourcentage de règle proportionnelle au montant de la perte réelle subie qui aurait été touché dans les douze (12) mois immédiatement après l'accident si celui-ci n'avait pas eu lieu.

6. AJUSTEMENT DE LA PRIME

Si, dans les douze (12) mois suivant la fin de chaque période d'assurance, l'assuré fournit à l'assureur une déclaration de la valeur des pertes d'exploitation qu'il a attestée indiquant que le montant des bénéfices nets et des frais et dépenses fixes réalisés applicables pour la période d'assurance de douze (12) mois venant immédiatement de s'écouler (ou un multiple de celui-ci si la période d'indemnisation est supérieure à douze [12] mois) était inférieur au montant de garantie applicable à cette période, l'assureur accordera à l'assuré, pour cette différence, une ristourne à concurrence de 50 % de la prime acquittée au titre du présent avenant pour la période d'assurance annuelle venant immédiatement de s'écouler.

Si l'assuré a reçu une indemnité pour une perte au cours de cette période de douze (12) mois, le montant de l'indemnité doit être inclus dans le montant de la perte réelle subie étant donné qu'aucun remboursement de prime ne sera accordé pour cette perte. L'assureur se réserve le droit de consulter les registres comptables de l'assuré afin de vérifier toute déclaration déposée pour les fins de l'ajustement de la prime du présent avenant.

7. SUSPENSION CONDITIONNELLE DE LA RÈGLE PROPORTIONNELLE

S'il y a dérogation à la règle proportionnelle aux Conditions particulières et qu'une demande d'ajustement de la prime certifiée par un représentant autorisé de l'assuré est soumise à l'assureur, la responsabilité de ce dernier est suspendue à l'égard d'une perte découlant d'un accident survenu pendant la période d'assurance aux termes de l'article 5. RÈGLE PROPORTIONNELLE au chapitre des DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

Il est en outre convenu que la phrase suivante doit être ajoutée au premier paragraphe de l'article 6. AJUSTEMENT DE LA PRIME du chapitre DISPOSITIONS PARTICULIÈRES :

Si le montant de la perte réelle subie touché est supérieur au montant de garantie, l'assuré doit payer, pour cette différence, une surprime calculée au prorata, mais en aucun cas la présente clause n'a pour effet d'augmenter le montant de garantie établi.

Après l'expiration du présent contrat, les dispositions des présentes ne s'appliquent plus et les modalités et dispositions dudit avenant pour perte réelle subie sont automatiquement remises en vigueur telles quelles; toutefois, si l'assuré soumet une nouvelle déclaration de valeurs dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'expiration du présent contrat, les dispositions aux présentes sont automatiquement prolongées jusqu'à la fin de ladite période de quatre-vingt-dix (90) jours.

8. CONTRÔLE

À tout moment raisonnable pendant la période d'assurance ou dans l'année suivant sa résiliation ou son expiration, l'assureur ou son représentant dûment autorisé ont le droit d'examiner les livres, dossiers et contrats d'assurance de l'assuré qui ont trait à toute garantie accordée par le présent avenant. Les examens susdits ne sauraient modifier les conditions du présent avenant ni constituer une renonciation à celles-ci.

DÉFINITIONS

Aux fins du présent avenant :

1. **Perte réelle subie** désigne la perte de bénéfice net découlant d'une interruption des activités causée par un accident, ainsi que les frais et dépenses fixes que l'entreprise aurait touchés si ledit accident n'était pas survenu :
 - 1.1. le salaire et le traitement des dirigeants, des cadres supérieurs, des employés contractuels et des autres employés essentiels, ainsi que les frais liés aux pensions et aux administrateurs, à l'exclusion des dépenses liées aux salaires ordinaires de l'assuré;
 - 1.2. les dépenses liées à la fabrication, à la vente et à l'administration et tout autre élément contribuant aux frais d'exploitation de l'assuré;il sera toutefois tenu compte de l'expérience de l'entreprise avant l'accident et de son expérience probable après celui-ci.
2. **Salaires ordinaires** signifie la masse salariale totale pour tous les employés de l'assuré à l'exclusion des salaires et traitements :
 - 2.1. des dirigeants;
 - 2.2. des cadres supérieurs;
 - 2.3. des directeurs;
 - 2.4. des employés contractuels; et
 - 2.5. des autres employés essentiels ou importants qui continueraient d'être indispensables si les activités de l'entreprise devaient être interrompues ou perturbées du seul fait d'un accident.
3. **Valeur moyenne quotidienne** signifie le montant obtenu en divisant le nombre estimé de jours ouvrables, pendant la période d'interruption complète ou partielle des activités, par la somme du montant de la perte estimée, conformément à tout avenant relatif aux interruptions des activités faisant partie du présent contrat, qui aurait été réalisée si un accident ne s'était pas produit pendant la même période. L'expression « pendant la période d'interruption complète ou partielle des activités » désigne toute période pendant laquelle des frais à la charge de l'assureur en vertu du présent avenant sont engagés par l'assuré pour réduire ou éviter l'interruption des activités.

Toutes les autres conditions du contrat auquel s'applique le présent avenant demeurent inchangées.